

**Politique migratoire - Accueil de 78
réfugiés du navire Aquarius sur le
territoire français - Communiqué
du ministère de l'intérieur**
(Paris, 12 juillet 2018)

M. Gérard Collomb, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, salue l'arrivée depuis Valence (Espagne) de 78 réfugiés débarqués du navire Aquarius, originaires principalement d'Erythrée et du Soudan. Ces personnes, qui ont fait l'objet d'un sauvetage en Méditerranée, ont été identifiées à leur arrivée à Valence par l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) comme relevant d'un besoin de protection au titre de l'asile. Les personnes seront orientées par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) vers un hébergement dans plusieurs régions françaises (Hauts-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes), et bénéficieront d'une formation linguistique et aux valeurs de la République dans le cadre du contrat d'intégration républicaine.

Gérard Collomb tient à remercier l'ensemble des agents du ministère de l'intérieur, de l'OFPRA et de l'OFII de leur implication dans cette opération, ainsi que l'ensemble des acteurs de la société civile (collectivités locales, associations etc.) qui prennent activement part à l'accueil et à l'intégration de ces personnes.

Cette opération, comme celle réalisée la semaine dernière par la France à La Vallette (Malte) pour les personnes débarquées du Lifeline, "illustre à nouveau la politique équilibrée mise en oeuvre par la France pour accueillir les réfugiés tout en agissant contre l'immigration économique irrégulière dans une logique européenne", selon Gérard Collomb. Ces actions d'accueil des réfugiés et de solidarité vis-à-vis des pays européens situés en première ligne face aux débarquements en mer "sont le corollaire d'une politique assumée pour limiter les départs des migrants, maîtriser des frontières européennes, et éloigner les personnes qui n'ont pas vocation à rester sur le territoire". Gérard Collomb réaffirme la volonté de la France "de traiter l'ensemble de ces défis migratoires dans un cadre européen commun et concerté" /.

(Source : site Internet du ministère de l'intérieur)